



À Vénissieux, une marche pour Nahel qui peine à mobiliser les quartiers populaires

Suite à la mort de Nahel, tué par un policier le 27 juin dernier, une « marche pour la justice » a été organisée ce samedi 8 juillet à Vénissieux, commune particulièrement touchée par les violences policières. La manifestation s'est déroulée dans le calme, sans parvenir à mobiliser les Vénissiens.

L'AUTEUR



Lisa Boudoussier
[Plus d'articles](#)

C'est par 35 degrés ce samedi 8 juillet que la « [marche pour la justice](#) » s'est élancée de la gare de Vénissieux aux alentours de 15h. Ces conditions difficiles n'ont pas arrêté celles et ceux qui continuent de se mobiliser avec force plus de 10 jours après la mort de Nahel, cet adolescent de 17 ans tué par un policier à Nanterre.

La banderole en tête de cortège affiche : « En deuil et en colère ». Des mots qui définissent bien l'émotion qui a régné tout au long de la marche. Les participant·e·s – 450 selon la préfecture, 1200 selon les organisateurs – ont crié leur soutien et leur indignation sans qu'aucun débordement ne soit recensé. Contrastant ainsi avec [les nuits de révolte](#) qui ont éclaté dans l'agglomération lyonnaise et ses quartiers populaires, notamment aux Minguettes, à Venissieux, les 29 et 30 juin. Peu de policiers sont d'ailleurs présents sur place, ils sont une dizaine à sécuriser les contours de la manifestation.

Un peu partout en France, des marches comme celle-ci ont été organisées. Le Comité pour Adama (jeune homme mort en 2016 lors d'une interpellation policière) s'est vu interdire sa marche annuelle dans l'Oise et à Paris.

Vénissieux, symbole des violences policières

Ce samedi 8 juillet marquait aussi les 40 ans de la marche pour l'égalité et contre le racisme. « Deux marcheurs historiques de 83 », comme les appelle Mokrane Kessi, président de l'association France des banlieues, étaient de nouveau présents. Au départ de la marche, devant la gare de Vénissieux et sous les applaudissements de la foule, ce dernier est revenu sur des années de violences policières qui ne semblent pas se tarir :

« Cela fait 40 ans qu'on nous tire dessus. La police tue les jeunes. »

En 1981, déjà, Vénissieux avait connu « l'été chaud des Minguettes » durant lequel les jeunes du quartier s'étaient révoltés contre le harcèlement policier qu'ils subissaient.

La marche démarre. Presque aussitôt, les slogans commencent à se faire entendre au rythme de la fanfare qui les accompagne. Certains illustrent une des revendications principales de cette mobilisation, à savoir une réforme en profondeur de la police :

« À bas l'État policier ! »

Auxquels s'ajoutent ceux directement liés au contexte :

« Justice pour Nahel ! Justice pour tous ! »

Le parcours est déjà bien entamé lorsque le cortège s'arrête et marque une minute de silence poings levés devant le Carrefour de Vénissieux. Un hommage à Adamé, 20 ans et Raihane, 26 ans, deux jeunes [tués par des policiers le 19 août 2022 pour un refus d'obtempérer](#).



La marche pour la justice organisée le 8 juillet 2023 à Vénissieux, en mémoire de Nahel et des autres victimes de violences policières. ©LB/Rue89Lyon

Une manifestation qui a eu du mal à mobiliser les habitants des quartiers populaires

La grande majorité des personnes qui sont venues participer à la marche, ce samedi 8 juillet, ne réside pas à Vénissieux, ni dans une autre commune de la banlieue lyonnaise, mais dans le centre de Lyon. Si la foule s'est étoffée d'habitants de Vénissieux au cours de la marche, il

semblerait que la communication effectuée par les syndicats, les associations et partis politiques organisateurs ne soit pas bien passée auprès des Vénissiens.

La marche ne prend d'ailleurs pas la direction du centre-ville de Vénissieux, ou du plateau des Minguettes, mais du quartier des États-Unis, qui marque la frontière entre la commune et le 8e arrondissement de Lyon. En avançant sous les regards des habitants du boulevard des États-Unis, en train d'observer la marche depuis leurs fenêtres, un syndicaliste scande au mégaphone :

« Habitants des quartiers, rejoignez-nous ! La jeunesse, les familles, vous êtes concernés ! »

Deux mères de famille avec leurs jeunes enfants filment la marche sans y prendre part. Elles regrettent ne pas avoir été informées de cette mobilisation du 8 juillet, à deux pas de chez elles :

« On ne savait même pas qu'il y avait une manifestation. On habite dans le quartier, quand on a vu ce qu'il se passait on est descendues. On ne peut pas y participer aujourd'hui, mais on a déjà fait plusieurs manifestations pour Nahel. »

Certaines personnes ont pu être averties plus directement, par le bouche-à-oreille. C'est le cas de Dalia, 21 ans, habitante de Vénissieux :

« J'ai reçu un message et ma cousine m'en a parlé. Je suis donc venue avec mon frère pour participer à la marche. »

À lire sur Rue89Lyon

[*A Lyon 8e, quartier États-Unis : « On ne peut plus boire l'eau du robinet ! »
Où est passé le toboggan des enfants du quartier des États-Unis ?*](#)

« Il faut vivre dans un quartier pour comprendre »

En tête de cortège, Mokrane Kessi, le président de l'association France des banlieues, dénonce les injustices propres aux quartiers populaires :

« Il y a une carence de services publics, une marginalisation des quartiers et des inégalités qui touchent prioritairement les mères isolées et leurs enfants. »

« Il faut vivre dans un quartier pour comprendre », tranche Christophe.

L'homme est facilement repérable avec son tee-shirt sur lequel sont écrits les noms des victimes de violences policières. Sa jeunesse, il l'a passée dans une cité de Nanterre. Aujourd'hui âgé de 50 ans, il connaît les difficultés auxquelles sont encore confrontés les jeunes de quartiers populaires. À celles-ci s'ajoutent les violences policières dénoncées ce samedi lors de cette « marche pour la justice ». Particulièrement touché par le sujet, Christophe témoigne :

« Durant toute ma jeunesse j'ai vécu cette violence physique et verbale de la part des policiers, leurs agressions. »



Christophe, 50 ans, a grandi dans une cité de Nanterre. ©LB/Rue89Lyon

Dalia, 21 ans, a toujours vécu à Vénissieux. Elle a pu constater le racisme policier envers ses proches :

« Je connais des personnes qui subissent régulièrement des contrôles au faciès. Mon père a subi ce genre d'altercations avec la police. De l'extérieur, les gens ne peuvent pas comprendre. »

Pour la jeune femme, quitter le pays apparaît alors comme une des solutions pour ne plus subir ces injustices :

« Cela fait des années que mes parents veulent quitter le pays. C'est aussi dans mes projets. Je suis en Bac+2, mais je sais que diplômée ou pas, on ne va pas m'accepter. »

Parmi les rares jeunes de Vénissieux ayant participé à la marche, l'un d'entre eux l'a suivie jusqu'à son point d'arrivée sur la place du 8 mai 1945, dans le 8^e arrondissement de Lyon. Là-bas, de nombreux jeunes du quartier observent de loin la foule, sans prendre part à la mobilisation. L'adolescent semble nerveux, inquiet à l'idée que ses propos puissent être remontés à la police. La seule chose qu'il accepte de nous dire c'est :

« Je suis là pour demander la justice pour Nahel. »

Une colère qui ressurgit à chaque nouvelle violence policière

Depuis 1977, 871 personnes sont décédées suite à des interventions policières, d'après [la base de données de nos frères de Basta](#). Rien que dans l'agglomération lyonnaise, Rue89Lyon a recensé une trentaine de victimes depuis 1981. Nombre de ces victimes de violences policières sont des jeunes hommes issus des quartiers populaires. Ces morts ont souvent déclenché des révoltes, qui se sont parfois étendues à toute la France comme en 2005, puis en 2023.

À lire aussi sur Rue89Lyon

Police : 40 ans de morts, d'émeutes et de mobilisations à Lyon
Après les émeutes, chaos et prison ferme au tribunal de Lyon
Quelles relations entre les jeunes et la police à Vaulx-en-Velin ?

Christophe raconte comment sa colère ressurgit à chaque nouvelle violence policière :

« Aujourd'hui je suis apaisé, j'ai réussi à sortir de la cité, mais pendant longtemps j'ai été en colère contre la police. La mort de Nahel, ça a fait remonter la colère en moi. »

Une colère partagée par beaucoup, qui se traduit aujourd'hui par des violences urbaines. Ni Dalia, ni son frère qui l'accompagne à la marche ce samedi, n'ont pris part à ces nuits de révolte. Mais ils se sentent concernés par ce qu'il se passe actuellement :

« Nos parents ne nous ont pas laissé sortir lors des émeutes, ils ont peur et ne veulent pas attiser la haine en nous. Mais cela ne nous empêche pas de comprendre cette colère. »